

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 27/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/05/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEMOULERIE PANZANI - Marseille 13e

131 avenue Corot
13013 Marseille

Références : D-2026-0354
Code AIOT : 0006400688

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/05/2026 dans l'établissement SEMOULERIE PANZANI - Marseille 13e implanté 131, avenue Corot 13013 Marseille. L'inspection a été annoncée le 31/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite se tient dans le cadre d'une action coup de point régionale sur la thématique du risque d'explosion lié à la formation d'ATEX (Atmosphères Explosibles).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEMOULERIE PANZANI - Marseille 13e
- 131, avenue Corot 13013 Marseille
- Code AIOT : 0006400688
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PANZANI fabrique dans son usine de Saint-Just de la semoule et de la farine de blé dur. Le site est soumis à IED au titre de la rubrique 3642 (Traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux).

Thèmes de l'inspection :

- AR - 11
- ATEX

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	3 mois
2	Plan général des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Demande d'action corrective	3 mois
4	Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	6 mois
5	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a lancé une démarche de mise à jour du zonage ATEX et de l'évaluation du risque d'explosion associé. Cela nécessite un travail de fond qui devrait aboutir sous 6 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, Identification des zones à risques
Prescription contrôlée :

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. [...]

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection deux documents :

- un rapport d'étude de SOCOTEC référence E61B422092 daté du 12/12/2022, intitulé « rapport d'assistance à la rédaction du document relatif à la protection contre les explosions ». Ce document présente un zonage ATEX et une évaluation du risque d'explosions. Il constitue le DRPCE du site.

L'inspection note que le zonage présenté dans cette étude est très générique (il indique "Transport par conduits", "transport par convoyeur"... sans détailler les conduits ou les convoyeurs concernés et leur localisation [étage notamment] sur le site). De plus cette étude ne semble pas mailler tout le site (les événements de sortie de l'aspiration des poussières en toiture ne sont pas indiqués). Concernant l'évaluation du risque d'explosion, le DRPCE n'identifie pas précisément les sources d'inflammation possibles et les mesures organisationnelles mises en oeuvre pour limiter le risque d'explosion ne sont pas détaillées.

- un rapport de l'INERIS "Evaluation du risque ATEX" en cours de rédaction.

Lors de l'inspection, l'exploitant indique que son assureur lui demande de revoir le DRPCE. Ainsi l'INERIS a été mandaté pour mettre à jour le zonage et une commande va être passée à un bureau d'étude pour réaliser l'évaluation du risque d'explosion et la rédaction d'un nouveau DRPCE.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection sous 3 mois le zonage à jour.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Plan général des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60

Thème(s) : Risques accidentels, Plan des zones à risques

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour les documents suivants :

- [...];
- les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers ;
- [...]

Constats :

L'exploitant a présenté les plans :

<ul style="list-style-type: none"> - PL.TEC 3 005 (version 3) pour les zones 21, - PL.TEC 3 006 (version 3) pour les zones 22. <p>Toutefois, l'inspection note :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que les plans ne sont pas assez détaillés, car ne présentent pas les zones par étage sur site, - que certains zones 22 identifiées sur le DRPCE (ex : armoire chimique) ne sont pas reportées sur les plans. <p>En outre, le plan des zones 20 n'existe pas,</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>En parallèle de la transmission du zonage mis à jour (cf. constat n°1), l'exploitant devra transmettre les plans correspondant à ce zonage.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] A. - Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...]</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées annuellement. Le dernier contrôle périodique a été réalisé par l'APAVE lors d'une intervention sur site du 24/03/2026 au 26/03/2026. L'inspection a pu consulter le rapport de vérification référence A510892524-007-2 - ERT.</p> <p>Celui-ci fait état de 21 observations dont 10 récurrentes (c'est-à-dire déjà observées lors des précédents contrôles).</p> <p>Parmi les 21 observations, 3 liées à la prévention du risque incendie empêchaient l'APAVE de délivrer l'attestation Q18. L'inspection a pu vérifier que ces 3 observations avaient été intégrées au logiciel GMAO (nouvellement en place sur le site) et traitées par le service maintenance.</p> <p>Les autres observations ne sont aujourd'hui pas intégrées au logiciel mais l'exploitant indique qu'il prévoit de les y inscrire.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'ensemble des observations, même hors champ de la prévention incendie, mériteraient d'être</p>

suivies et intégrées au logiciel GMAO.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Identification des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, Matérialisation des zones à risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été observé que des zones 21 (zone au dessus des cellules de stockage) et 22 (fosse à blé) étaient identifiées sur le terrain. En revanche dans la zone au dessus des cellules de stockage, la nature exacte du risque et les consignes à observer ne sont pas affichées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Lorsque le zonage sera mis à jour (cf. constat 1), l'affichage sur le terrain devra également être mis à niveau.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Conformité des appareils

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
Thème(s) : Risques accidentels, Adéquation produits ATEX / Zonage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.</p>

Constats :

La plupart des équipements de la semoulerie est fourni par BUHLER. Sur le portail informatique de ce fournisseur, l'exploitant peut se connecter et retrouver les équipements qui ont été installés sur son site. Ainsi sur ce portail l'inspection a pu vérifier qu'un filtre portant le numéro de fabrication n°300122556 a été acheté par l'exploitant. A partir du portail, l'exploitant dispose de la documentation technique comprenant notamment la notice instructions et la déclaration UE ATEX de l'équipement.

Sur site, l'inspection a pu vérifier que le filtre disposant d'un marquage de fabrication n°300122556 est bien installé sur le système d'aspiration. L'inspection a donc pu vérifier pour cet appareil sa conformité à être utilisé en atmosphères explosibles.

En revanche, le DRPCE indique au §3.2.5 des appareils (type vanne, sonde ..) non conformes. Du fait du manque de précision du DRPCE sur l'identification de ces matériels, il n'a pas été possible de vérifier lors de l'inspection si ces matériels étaient effectivement en place sur site. En outre, l'adéquation du matériel telle que présentée dans le DRPCE ne semble pas exhaustive au vu du grand nombre d'équipements présents sur site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

A la suite de la mise à jour du zonage ATEX (cf. constat n°1), l'exploitant devra recenser de manière exhaustive les équipements électriques et non électriques présents dans les zones ATEX et réaliser, dans le cadre de l'évaluation du risque ATEX, l'adéquation de ce matériel. En particulier pour les équipements électriques et non électriques possédant au moins une source d'inflammation propre, mis en service avant le 30/06/2003, le DRPCE devra comporter une justification quant à la conformité du fonctionnement des équipements en atmosphère explosible.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 6 mois